

Richard Falk : « Nétanyahou évolue vers une démocratie non libérale »

Selon l'ancien rapporteur spécial de l'ONU dans les territoires palestiniens, auteur d'un rapport très controversé, le premier ministre israélien cherche à instaurer un système de domination « soft », plutôt que de permettre la création d'un Etat palestinien.

LE MONDE | 24.11.2017 à 12h43 | Propos recueillis par Hélène Sallon ([/journaliste/helene-sallon/](http://journaliste/helene-sallon/)) (propos recueillis)

La publication, en mars 2017, par la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie occidentale (ESCWA en anglais), d'un rapport, « Les pratiques israéliennes envers le peuple palestinien et la question de l'apartheid », dénonçant le « régime d'apartheid » imposé par Israël au peuple palestinien, avait provoqué la polémique au sein de l'ONU. A la suite des critiques des ambassadeurs américain et israélien, son secrétaire général, Antonio Guterres, a demandé le retrait du rapport du site Web de l'ESCWA. Sa secrétaire exécutive, Rima Khalaf, a démissionné en signe de protestation, soutenue par les 18 gouvernements arabes qui composent l'ESCWA.



Richard Anderson Falk, lors du TRT World Forum, à Istanbul, le 19 octobre 2017. Emrah Yorulmaz / Anadolu Agency

Richard Falk, professeur américain de droit international à l'université de Princeton (New Jersey) et ancien rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés (2008-2014), coauteur de ce rapport, revient sur ses conclusions et la polémique qu'elles ont suscitée.

Pourquoi comparer la politique d'Israël à l'égard des Palestiniens et l'apartheid en Afrique du Sud ?

Le conflit israélo-palestinien est présenté comme un conflit territorial, dont le cœur de la dispute serait la fin de l'occupation. Or la querelle relève davantage d'un conflit entre deux peuples que d'un conflit de territoire. Tant que les deux peuples n'auront pas un statut égal, la paix ne sera pas établie. La formule pertinente est la fin de l'apartheid. Cela s'applique aux territoires occupés, mais aussi à la façon dont tout le peuple palestinien – réfugiés et citoyens d'Israël compris – sont administrés.

Le terme d'apartheid a été utilisé par des responsables politiques en Israël. Le premier ministre David Ben Gourion avait prévenu, en 1949, que si le problème de la Palestine n'était pas résolu, Israël deviendrait un régime d'apartheid. Les anciens premiers ministres Ehoud Olmert et Ehoud Barak ont également utilisé ce terme, alors que son usage à l'étranger est dénoncé comme relevant

d'un discours incendiaire.



Le premier ministre d'Israël, Benyamin Nétanyahou, à Tel-Aviv, le 9 août 2017. AMIR COHEN / REUTERS

Comment justifier cette comparaison d'un point de vue juridique ?

La définition juridique de l'apartheid est la domination d'une race sur une autre, pour maintenir une structure de contrôle, par des actes inhumains.

Au départ, le mouvement sioniste voulait établir un foyer juif, mais l'Etat d'Israël a été fondé sur l'inégalité entre les juifs et les Palestiniens. Le défi sioniste était plus grand que celui du régime d'apartheid en Afrique du Sud : il entendait fonder un Etat à la fois juif et démocratique. Il fallait donc trouver un équilibre démographique. Depuis 1947, c'est-à-dire depuis l'expulsion de 750 000 Palestiniens et le refus de tout droit à leurs descendants, la politique israélienne vise à empêcher une majorité palestinienne, vue comme une menace, une « bombe démographique ».

Cette préoccupation n'était pas présente en Afrique du Sud, où n'existait pas l'ambition démocratique : chaque peuple devait se développer séparément. Israël suit une autre approche, qui est la politique de fragmentation et de division des Palestiniens par le refus du droit au retour, le contrôle militaire des différents territoires conquis après 1967 et d'autres tactiques envers la minorité palestinienne d'Israël.

L'aspect le plus problématique est que des juifs peuvent venir du monde entier, alors que des Palestiniens réfugiés à l'extérieur sont exclus. L'apartheid *[en Israël]* fonctionne sur un système de contrôle : occupation coercitive depuis cinquante ans, usage excessif de la force, tactiques administratives et punition collective pour faire de l'Etat juif une réalité immuable.

Votre rapport a été vilipendé par Israël et les Etats-Unis, le secrétariat général des Nations unies s'en est désolidarisé et d'autres gouvernements ont jugé cette comparaison excessive...

C'est une question de jugement et d'interprétation. Si on se place du point de vue des victimes, il est difficile d'y voir une comparaison excessive. J'ai vécu cette souffrance en visitant les camps palestiniens pendant six ans comme rapporteur de l'ONU. J'ai trouvé chez ces gens une patience extraordinaire et une disposition à parvenir à un compromis.

En Israël, le sentiment qu'un compromis n'est plus nécessaire et que seul compte le rêve de l'Israël biblique va croissant. Les Israéliens veulent que les Palestiniens renoncent à un Etat en échange de droits économiques et de la paix. Le premier ministre Benyamin Nétanyahou veut maintenir ce statu quo ambigu : obtenir une paix relative tout en agrandissant les colonies. Le choix entre être juif ou démocratique doit être fait. Tout va dans le sens d'un choix en faveur d'un Etat juif, mais non démocratique. M. Nétanyahou évolue vers une démocratie non libérale.

La comparaison avec l'apartheid en Afrique du Sud n'a-t-elle pas pour effet d'empêcher le débat ?

Ceux qui soutiennent Israël sont réticents à s'engager dans un débat, car cela donne du crédit à ces accusations. Il n'y a aucun argument substantiel pour contrer nos conclusions. La question demeure : comment faire pour que ces deux peuples vivent ensemble dans une paix réelle ? Il faut mettre fin au système d'inégalité et s'attaquer à la structure de domination. L'expérience de l'Afrique du Sud est pertinente car son leadership (blanc) a dû recalculer son intérêt et libérer Nelson Mandela pour s'engager sur la voie d'une Constitution démocratique et la fin de l'apartheid.

Israël voudrait passer à un système de domination « *soft* », plutôt que de permettre la création d'un Etat palestinien. Or ce serait aussi une bonne chose pour le peuple juif que de sortir de ce système de domination. Il faut impliquer la partie dominante pour qu'elle accepte l'illégalité de cette inégalité.

Au bout de soixante ans, la lutte palestinienne a-t-elle encore un avenir ?

Le scénario d'Israël consiste à faire croire que sa force et les développements régionaux sont tels que la lutte palestinienne est une cause perdue. Ce raisonnement fonctionne auprès des gouvernements. Ils ignorent cependant l'influence croissante des sociétés civiles au détriment des Etats. C'est pourquoi Israël cible surtout l'agenda des activistes. Ce qui l'inquiète n'est plus la lutte armée, mais la campagne « Boycott, désinvestissement, sanctions » (BDS) qu'il cherche à délégitimer. C'est une guerre de légitimité qui se joue : qui va remporter la bataille de l'opinion ? De ce point de vue, les Palestiniens sont en train de gagner. Tous les mouvements de décolonisation ont gagné contre les armées. De leur côté, les Etats-Unis, comme Israël, n'arrivent pas à penser hors du cadre militaire. Or, ces cinquante dernières années, les conflits militaires ont souvent été gagnés par la partie la plus faible...



20 avril 2015. Au Caire, un Egyptien porte un tee-shirt marqué du logo BDS (Boycott, désinvestissement, sanctions), une campagne initialement lancée par des militants palestiniens contre les produits israéliens. Amr Nabil / AP

Le Hamas s'est engagé dans une réconciliation avec le Fatah, pensez-vous qu'il a changé ?

Je pense que le Hamas est sérieux dans sa volonté de parvenir à un cessez-le-feu de long terme avec Israël. Après les élections de 2006, il a ouvert des canaux de discussion avec les Etats-Unis pour parvenir à des accords. Il n'a pas abandonné l'idée d'une Palestine unifiée dans sa charte, mais il a abandonné le ton antisémite. Reste des éléments qui peuvent être vus par Israël comme une menace existentielle. Israël veut garder le Hamas dans la catégorie « terroriste ».

L'abandon de la lutte armée par les Palestiniens pour la voie diplomatique est-il le bon choix ?

Oui. En menant des attaques terroristes, c'est la force d'Israël qui est éprouvée alors que sa faiblesse réside dans la dimension morale et juridique du conflit. L'erreur des Palestiniens a été de ne pas le faire prendre cette voie dès après les accords d'Oslo.

Vous répétez que les Nations unies ont échoué à résoudre le conflit israélo-palestinien. A quoi sert l'ONU ?

L'ONU est très importante dans la guerre de légitimité. Elle détient l'autorité pour distinguer le bien du mal, le légitime de l'illégitime. En cela, elle continue à être importante. Mais elle ne peut pas modifier les comportements. Les Nations unies sont trop faibles pour exercer une pression indépendante hors d'un consensus géopolitique. En ce qui concerne le conflit israélo-palestinien, l'ONU, comme l'Europe, a un rôle mineur.

Etes-vous favorable à ce que les Etats-Unis jouent le rôle moteur dans les pourparlers de paix ?

La géopolitique a poussé les Palestiniens à accepter les Américains comme médiateurs alors qu'ils ne sont pas un intermédiaire équitable. Si vous avez une lutte entre deux parties, voulez-vous que l'allié le plus proche de l'un des camps soit le médiateur de ce conflit ? Les Palestiniens sont naïfs : ils ont accepté le processus d'Oslo, alors qu'il n'incluait même pas le droit à l'autodétermination.

Une solution diplomatique peut-elle encore être trouvée ?

M. Nétanyahou ne veut pas d'un accord. Il faut convaincre l'opinion publique israélienne que la paix est possible et souhaitable. Il faut créer les conditions pour l'égalité, abandonner les structures qui maintiennent l'inégalité et l'idée d'un Etat juif – ce qui ne signifie pas l'abandon de l'idée d'un foyer juif.

Vous soutenez la campagne BDS. Pour quelles raisons ?

Pour modifier le climat politique, il faut modifier le climat diplomatique. L'ancien président américain Barack Obama était en train d'évoluer à la fin de son mandat. L'Europe a un rôle à jouer. Avec Donald Trump, il n'y a aucune raison de penser qu'Israël se sentira pressé d'offrir quelque chose aux Palestiniens. Le seul débat en Israël est : doit-on formaliser notre contrôle sur la Cisjordanie et Gaza, ou rester dans ce statu quo ?

Je soutiens toute initiative non violente exerçant une pression sur le leadership israélien pour se conformer au droit international et évoluer vers une solution pacifique. La campagne BDS est un instrument efficace de pression dans une guerre de légitimité. Il y avait eu une campagne BDS très soutenue contre le régime sud-africain. Ses initiateurs n'ont jamais été attaqués comme le sont aujourd'hui ceux qui la mènent pour les Palestiniens. Le débat suscité en Israël confirme la menace que représente ce genre d'initiatives. Cela fonctionne déjà au point qu'Israël a tenté de délégitimer cette campagne en la taxant d'antisémitisme.